



International

Armée indonésienne et multinationales: liaisons dangereuses

L'Indonésie est le plus grand pays musulman du monde, dans l'œil de la chasse aux terroristes. Qui sont ces terroristes? Le gouvernement indonésien affirme que ce sont les mouvements séparatistes tels que le GAM (Mouvement pour Aceh Libre). Pourtant, aucun lien entre le GAM et un réseau terroriste international n'a pu être établi et la plupart des armes du GAM proviennent d'éléments corrompus de l'armée indonésienne. D'où viennent ces armes de l'armée indonésienne? A la télévision ce sont des avions américains «OV-10 Bronco», ainsi que des avions et tanks britanniques («Hawk» et «Scorpion») que l'on voit bombarder les villages d'Aceh.

La Grande-Bretagne est le premier fournisseur en armes de l'Indonésie, et Jakarta ne se cache nullement de l'usage qui en est fait. Le Commandant Sutarto déclarait en mai 2003, alors que débutait en Aceh la plus grande opération militaire après celle du Timor Est: *«Je vais utiliser toutes les armes que j'ai à ma disposition pour couvrir le territoire, car finalement, j'ai payé pour cet équipement.»*

L'Allemagne, la France, la Suède, l'Australie, la Belgique, les Pays-Bas et la Pologne sont également bien représentés sur les champs de bataille indonésiens. TAPOL (Association de prisonniers politiques, campagne pour les droits humains en Indonésie) et 90 autres organisations signataires d'un appel à l'embargo militaire contre l'Indonésie en juin 2003 déclaraient: *«Nous tenons pour complices les pays dont l'équipement militaire est utilisé dans des attaques contre des civils et nous les tenons pour responsables des violations des droits humains entraînées par l'usage de leur équipement.»*

Armée et multinationales

L'Etat indonésien ne couvre que 30% des coûts opérationnels de son armée, le reste découle des profits tirés du commerce légal ou illégal des militaires, ainsi que des services de «protection» offerts par l'armée aux multinationales. En Papouasie, les mines de cuivre et d'or de Freeport (la plus grande mine d'or du monde) représentent un *El Dorado* pour la multinationale et les militaires indonésiens, en revanche c'est un désastre écologique, social et économique pour la population. L'armée a «protégé» les mines de Freeport grâce à la torture, le viol et le meurtre de villageois. Quand la compagnie *British Petroleum* (BP) est arrivée en Papouasie, elle a promis de ne pas commettre les mêmes abus que Freeport et de ne pas demander la «protection» de l'armée. Mais les enjeux étant bien trop grands – dans le cas de Freeport, l'armée a reçu une somme initiale de 35 millions de dollars, suivie de paiements annuels s'élevant à 11 millions de dollars, l'armée devait s'assurer que BP aurait aussi besoin de «protection».

Le 31 août 2002, trois Américains et un Indonésien, tous employés par BP, ont été tués lors d'une embuscade. En 2003, une enquête préliminaire affirmait qu'il existait «une forte possibilité» que l'armée indonésienne soit responsable de ces meurtres, et le Congrès américain se ralliait à ces conclusions. Mais une année plus tard, c'est un membre de l'OPM (mouvement pour une Papouasie Libre) qui a été reconnu coupable. A cette occasion, le directeur du FBI déclarait que, «pour combattre le terrorisme, la coopération internationale était essentielle». L'OPM se retrouvera-t-il bientôt – à la grande joie de Jakarta – sur la liste américaine des organisations terroristes?

En Aceh, *Exxon Mobil* commença dès 1969 l'exploitation de la plus grande réserve de gaz naturel du monde. Dès lors, Exxon Mobil a versé chaque année 6 millions de dollars à l'armée en échange de «protection». TAPOL a documenté qu'à la fin de l'année 2001 l'armée avait jusqu'à 10800 soldats postés dans la région du Nord d'Aceh afin de «protéger» l'infrastructure d'Exxon Mobil et que ces soldats se livraient à des actes systématiques d'intimidation et d'extorsion. En 2002, l'*International Labour Rights Funda* déposa une plainte aux Etats-Unis au nom de 11 villageois d'Aceh qui accusent Exxon Mobil d'avoir autorisé l'usage de leurs enceintes pour torturer, violer et exécuter des civils, et de leur équipement pour creuser des fosses communes.

Le Département d'Etat américain a conseillé au juge saisi de l'affaire de ne pas donner suite à cette plainte, car *«le gouvernement indonésien pourrait ne plus octroyer de nouveaux contrats aux compagnies américaines, et cela aurait un effet désastreux sur nos objectifs dans le domaine des droits humains (...), comme la transparence ou la lutte contre la corruption, valeurs que les multinationales peuvent transmettre aux compagnies indonésiennes».*

Quel que soit le jugement prononcé – l'affaire est encore en cours, il est certain que les compagnies indonésiennes auront appris d' Exxon Mobil comment opprimer une population, et que les gens d'Aceh se souviendront des «valeurs» transmises par les multinationales...

L'après-tsunami

Cinq millions de dollars: c'est la somme offerte par Exxon Mobil pour la reconstruction d'Aceh. 40 milliards de dollars: ce sont les profits réalisés par Exxon Mobil durant ces dix dernières années. L'armée indonésienne a déclaré qu'elle ne pourrait assurer la protection des membres des organisations humanitaires en-dehors de Banda Aceh et Meulaboh. Mais qu'en estil du personnel international d' Exxon Mobil qui n'a pas quitté Lhoksemawe (dans le Nord d'Aceh) et qui ne semble guère menacé? L'armée serait-elle plus encline à «protéger» le personnel d'une multinationale que les membres des organisations humanitaires? Ou la guerre sale que mène l'armée indonésienne dans les villages d'Aceh doit-elle rester cachée?

Depuis le *tsunami*, l'armée répète qu'elle souhaite la paix pour faciliter la reconstruction. Comment expliquer alors l'arrivée massive à Banda Aceh de volontaires de la milice Laskar Merah Putih (Force Rouge et Blanche – les couleurs du drapeau indonésien) pour «défendre l'unité indonésienne»? Cette milice, soutenue par l'armée, s'est notamment illustrée en tuant un grand nombre de civils lors du référendum pour l'indépendance au Timor Est en 1999. Le sociologue d'Aceh, Otto Syamsuddin, a déclaré au sujet de cette milice: *«Il s'agit d'un instrument politique qui sera utilisé par les militaires pour créer le chaos, et ce chaos justifiera l'importante présence militaire en Aceh»*.

La paix est-elle possible en Aceh? Pas tant que des multinationales, et l'armée indonésienne continueront à s'enrichir, unis par une complicité qui se moque des souffrances de la population!

Sylvie GRAENICHER